

## **Résumé du Président :**

### **Rapport du Comité de Conservation (IWC/62/Rep 4)**

*Ce rapport est **CONFIDENTIEL***

*jusqu'au*

***Lundi 21 juin 2010 à 10.00 H du matin***

Veuillez noter que la Commission a décidé que le caractère "juste" et l'"exactitude" du présent résumé ne sauront faire l'objet d'interventions de la part des Gouvernements pendant la période suivant la réunion du Comité. L'unique document de référence sera le Rapport intégral du Comité en langue anglaise. Un résumé en langue anglaise ne sera pas produit.

#### **1. QUESTIONS PRELIMINAIRES & 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Le Comité de conservation s'est réuni le 15 juin 2010. Thomas Schmidt (Allemagne) a été désigné Président et Mike Donoghue (Nouvelle Zélande) Rapporteur. La liste des participants figure dans le document IWC/62/Rep 4.

#### **3. ENQUETE RELATIVE AUX BALEINES GRISES 'PUANTES' ET NON COMESTIBLES**

Lors de la 57ème réunion de la CBI, le Comité de Conservation a mis au point un programme de recherche pour traiter de la question des baleines grises 'puantes' non comestibles capturées par les chasseurs aborigènes de subsistance de Chukotka. Aucun rapport n'a été fourni au titre de ce point de l'ordre du jour cette année et il n'y a pas eu de discussion.

#### **4. COLLISIONS AVEC LES NAVIRES**

En 2005, le Comité de Conservation avait convenu d'entamer le travail sur la question des baleines tuées ou gravement blessées par les collisions avec les navires, en reconnaissant qu'il s'agit d'une question qui est également traitée par le Comité Scientifique. Le groupe de travail sur les collisions avec les navires (SSWG) a été mis en place en vue d'élaborer des propositions plus détaillées et de coordonner tout travail commencé.

##### **4.1 Rapport du Comité Scientifique**

Le Président du Comité Scientifique (SC) a fait référence à plusieurs documents relatifs aux collisions avec les navires. Le SC a convenu qu'une étude des quasi-collisions pourrait aider dans la modélisation des risques. Il a également pris note des progrès sensibles réalisés dans la base de données de la CBI sur les collisions avec les navires et formulé des recommandations pour effectuer des travaux supplémentaires. Il attend avec intérêt les résultats de l'atelier CBI/ACCOBAMS en septembre 2010 et se félicite de la collaboration en cours avec l'OMI.

##### **4.2 Rapport du groupe de travail sur les collisions avec les navires (SSWG)**

Alexandre de Lichtervelde (Belgique), Président du groupe de travail sur les collisions avec les navires a présenté un rapport sur l'état d'avancement des activités menées au cours de l'année dernière. Des progrès ont été relevés dans sept principaux points: (1) collaboration avec l'OMI à propos des collisions avec les navires, la dégradation de l'habitat et le bruit; (2) des lois ou initiatives nationales ont été élaborées par l'Argentine, le Chili, la Nouvelle Zélande, l'Espagne et les Etats-Unis ; (3) l'agenda de l'atelier ACCOBAMS/CBI en septembre 2010; (4) des progrès sensibles ont été réalisés en matière de sensibilisation, avec un plus grand nombre de scientifiques impliqués; (5) lors de la deuxième réunion du Protocole d'accord de la Convention sur les espèces migratoires pour la conservation des cétacés et de leur habitat dans la région des îles du Pacifique, les Etats signataires ont adopté un Plan d'action relatif aux baleines et aux dauphins (6) une étude de l'ASCOBANS sur les collisions avec les navires utilisant les données du système d'identification automatique des navires est en cours; et (7) la base de données sur les collisions avec les navires dispose actuellement de près de 1000 entrées. Ces données se sont avérées importantes pour l'estimation d'autres sources de mortalité anthropogénique dans la procédure de gestion révisée (RMP). La France et la Belgique ont toutes les deux offert des donations volontaires significatives aux travaux du SSWG.

Plusieurs gouvernements ont félicité M. de Lichtervelde pour son leadership exemplaire du Sous-comité sur les collisions avec les navires et la Belgique a été félicitée pour son travail sérieux et pour les conseils qu'elle a fournis à l'OMI.

Plusieurs pays ont rendu compte des progrès récents réalisés dans ce domaine, et notamment :

Un atelier des parties prenantes tenu en 2009 en Nouvelle-Zélande qui a traité de l'impact des collisions avec les navires sur les baleines de Bryde dans le Golfe de Hauraki, à l'issue duquel une brochure intitulée '*Look Out! Whales About!*' a été publiée et des mesures d'atténuation adoptées ;

Une série de recommandations visant à réduire les risques de collisions dans la province de Chubut, en Argentine ;

L'élaboration par le Mexique de plans d'action de conservation pour les grands cétacés ;

Un certain nombre de mesures visant à réduire les collisions avec les navires aux Etats-Unis, y compris l'utilisation de bouées de détection dans les eaux de la Nouvelle-Angleterre pour réduire la menace de collisions avec les navires résultant du transport de gaz naturel liquéfié ;

La mise au point par l'Espagne d'un Projet européen LIFE incluant une action spécifique visant à identifier, évaluer et réduire les impacts des activités du trafic maritime sur la biodiversité marine, avec un accent particulier sur les populations des cétacés et les zones de protection marines;

Un Plan d'action pour la conservation des mammifères aquatiques au Brésil incluant la réduction des collisions avec les navires; et

L'élaboration par l'Australie d'une stratégie nationale relative aux collisions avec les navires visant à inciter les autorités des Etats à autoriser l'identification de domaines d'intérêt spécial, à réduire les sous-déclarations et à faciliter l'élaboration d'une approche interrégionale.

## 5. POPULATIONS DE BALEINES FRANCHES DU SUD DU CHILI-PEROU

Lors de sa réunion de 2008, le Comité de conservation a reçu des rapports d'un atelier sur le statut de ces baleines franches et a recommandé que cette question soit traitée prioritairement dans le cadre des travaux futurs du Comité scientifique. Le Comité scientifique n'a reçu aucune nouvelle information sur cette population cette année.

Le Chili a mis en exergue le statut critique de la population de baleines franches du sud du Chili, estimant qu'elle consistait probablement en moins de 50 individus matures. Un animal a été retrouvé mort l'année dernière ; il présentait des signes d'interaction humaine. Par ailleurs, il n'y a eu que deux rapports d'observation. Le statut de conservation de ces baleines est très préoccupant et le développement d'un plan de gestion et de conservation est essentiel.

## 6. OBSERVATION DES BALEINES

Lors de la 59<sup>ème</sup> CBI, il a été noté que bien que le sous-comité chargé de l'observation des baleines du Comité scientifique traitait exclusivement des aspects scientifiques de l'observation des baleines, le Comité de conservation pouvait utilement se pencher sur les aspects liés à la gestion, y compris la mise en œuvre des recommandations du CS dans ce domaine, les aspects socio-économiques et la coopération internationale.

### 6.1 Rapport du Comité scientifique

Les parties concernées du rapport du Comité scientifique ont été succinctement présentées. Une expérience à grande échelle (LaWE) a été proposée pour aider à décrire les effets de l'observation des baleines, en améliorer les mécanismes et élaborer des mesures d'atténuation. Le groupe intersessionnel LaWE a élaboré une proposition précisant les objectifs, les buts, la méthode, la conception, la gestion et les considérations en matière de financement de cette initiative. Le Comité scientifique a décidé d'un mécanisme procédural pour gérer les différentes composantes du projet LaWE. Diverses sources potentielles de financement de l'initiative LaWE ont été identifiées et une demande de budget présentée pour assister les travaux.

Le Comité scientifique (CS) a étudié plusieurs documents sur l'observation des baleines. Le Comité a noté l'absence d'informations sur les activités d'observation des baleines en Afrique de l'ouest et du nord et exprimé ses préoccupations à propos du développement de ces activités dans la région sans informations scientifiques suffisantes. Il a demandé que les autorités concernées procèdent le plus rapidement possible à l'évaluation de l'ampleur de ces activités. De plus, le CS a réitéré ses préoccupations par rapport à la population de dauphins de l'Irrawaddy du fleuve Mékong, en danger critique d'extinction et a recommandé avec vigueur que le gouvernement cambodgien et les agences concernées déploient tous les efforts possibles pour réduire l'exposition de ces dauphins aux bateaux touristiques dans les eaux profondes du Mékong.

Des progrès notables ont été accomplis pendant l'intersession dans le cadre de la mise en place d'une base de données permettant de suivre à l'échelle mondiale l'observation des baleines à des fins commerciales. Cette base de données devrait être accessible en ligne avant la prochaine réunion annuelle. Le recueil de 'directives et réglementations relatives à l'observation des baleines dans le monde' est en cours d'actualisation et sera accessible sur le site de la CBI en août.

## 6.2 Rapport du groupe de travail permanent sur l'observation des baleines

L'année dernière, un groupe de correspondance intersessionnel a été mis en place pour étudier l'ensemble des effets de l'observation des baleines et formuler des recommandations à tout atelier futur éventuel. Le groupe a formulé une série de recommandations qui ont été entérinées par le Comité de conservation, notamment : qu'un groupe de travail permanent (SWG) sur l'observation des baleines soit mis en place pour préparer, en consultation avec le Comité scientifique, un plan stratégique quinquennal, en vue de son examen lors de la 62<sup>ème</sup> CBI, et pour que soit soutenue l'idée de la tenue d'un atelier intersessionnel fin 2010 pour démarrer ce plan stratégique.

L'Argentine a présenté le document IWC/62/CC8 au nom du SWG, identifiant ses principales priorités au cours des cinq prochaines années. Trois éléments clés sont à souligner : la recherche et l'évaluation ; la gestion et le renforcement et développement des capacités. Le SWG fournira des directives pratiques aux Etats membres souhaitant identifier le potentiel réel de l'observation des baleines pour le développement socio-économique de leurs communautés et exploiter ce potentiel durablement, conformément à l'approche de précaution. Le SWG mettra au point les outils nécessaires pour assister et habiliter les pays à mettre en œuvre les trois éléments clés pour le développement d'industries durables de l'observation des baleines.

Un atelier d'experts sera organisé en Argentine en novembre 2010 ; il se penchera sur les trois thèmes essentiels d'une observation responsable des baleines, et identifiera les objectifs et les produits à élaborer dans le cadre du plan stratégique quinquennal. Il sera principalement axé sur les aspects pratiques et s'efforcera d'identifier des moyens simples et efficaces pour répondre aux pays demandant un soutien. Plusieurs pays ont appuyé la tenue de l'atelier proposé et remercié l'Argentine de l'organiser. L'Australie et les Etats-Unis ont offert leur soutien financier pour la tenue de l'atelier.

## 6.3 Discussions et recommandations du Comité

Le Comité scientifique a pris note du document IWC/62/CC8 et de l'éventuelle interface entre les travaux du Comité de conservation et ceux de son propre sous-comité chargé de l'observation des baleines. Des demandes de précisions ont été faites sur le mécanisme au travers duquel la mise à disposition d'une assistance d'expert du sous-comité du CS informerait les travaux du SWG sur l'observation des baleines. Le Comité scientifique a également demandé des explications sur les objectifs envisagés de gestion de l'observation des baleines, dans la mesure où le document IWC/62/CC8 énonce à la fois des objectifs de 'croissance' et de 'durabilité'.

Plusieurs pays ont soutenu l'étroite collaboration entre le Comité de conservation et le Comité scientifique ; deux d'entre eux estimant que cette collaboration serait facilitée par la désignation d'un chargé de liaison.

Les avantages économiques de l'observation des baleines en Nouvelle Zélande et en Ecosse ont été mentionnés. Les Etats-Unis ont indiqué que cette activité pouvait servir les deux objectifs de la Convention, en contribuant à la conservation des populations de baleines tout en développant un secteur d'activité durable. La Belgique a noté qu'une observation des baleines mal réglementée pouvait être préjudiciable.

Pour améliorer la communication sur ces questions entre le CS et le Comité de conservation, le Royaume Uni a proposé qu'une réunion régulière soit prévue entre les réunions du CS et du CC et que les membres du SWG et les membres du sous-comité 'observation des baleines' du CS y participent.

## 7. SANCTUAIRES BALEINIERS

### 7.1 Rapport du Comité scientifique

Aucune nouvelle proposition de sanctuaire n'a été reçue par le Comité scientifique cette année.

### 7.2 Discussions et recommandations du Comité

Les Etats-Unis ont accueilli la première conférence internationale sur les aires protégées pour les mammifères marins (ICMMPA) à Hawaï en 2009. Cette réunion réussie a permis l'élaboration de plusieurs initiatives précieuses et l'ensemble des débats est actuellement accessible en ligne. L'agence française des aires marines protégées a proposé d'accueillir la deuxième conférence ICMMPA en Martinique en novembre 2011 qui sera consacrée au thème des "espaces menacés et espèces menacées". De nouvelles informations seront publiées prochainement.

La France a décrit l'ambitieux projet de son agence, REMMOA (*Recensements des Mammifères marins et autre Mégafaune pélagique par Observation*), visant à cartographier la diversité et densité relative des cétacés et autre Mégafaune pélagique dans les ZEE et eaux adjacentes des territoires français des latitudes tropicales des Caraïbes, de l'océan indien et du pacifique sud. Plusieurs études ont été menées depuis 2008 et d'autres sont prévues. Compte tenu des aires devant être couvertes, une démarche et coopération régionales sont essentielles.

## 8. PLANS DE GESTION DE LA CONSERVATION

### 8.1 Rapport du Comité scientifique

#### Baleines grises occidentales

En 2009, le Comité scientifique a reçu le rapport de l'atelier de l'UICN sur toute l'aire et entériné sa recommandation d'élaborer un plan de conservation pour les baleines grises occidentales. Cette année, le Comité scientifique a reçu le premier projet de ce plan important dont l'objectif général est de réduire la mortalité liée aux activités anthropogéniques aussitôt que possible à zéro. Il comprend 11 actions de conservation de cette population gravement menacée, la plus immédiate étant la désignation d'un Comité directeur et la recherche de financement pour la nomination d'un coordinateur à temps plein.

Le Comité scientifique a fortement appuyé le projet de plan et l'a recommandé à la Commission et aux Etats riverains de l'aire. Il recommande la diffusion à grande échelle de ce plan et le qualifie de modèle pour le développement d'autres plans de conservation de populations de cétacés.

#### Population des baleines à bosse de la mer d'Oman (Mer d'Arabie)

Le responsable des sciences a présenté un rapport sur cette population gravement menacée de baleines à bosses qui vivrait exclusivement en Mer d'Oman. Cette population est actuellement estimée à 82 individus et a été récemment reprise sur la liste de l'UICN comme espèce menacée. Le CS recommande fortement la poursuite des recherches sur ces baleines et a indiqué que cette petite population confrontée à des menaces anthropogéniques peut parfaitement tirer avantage d'un plan de gestion de sa conservation.

L'Afrique du Sud a recommandé qu'un budget soit élaboré pour un plan de gestion de la conservation.

### 8.2 Rapport du petit groupe de spécialistes

Lors de sa réunion en 2009, le Comité de conservation a entériné la formation d'un petit groupe de spécialistes pour établir une liste de plans de gestion candidats. L'Australie a présenté le rapport du petit groupe qui s'est réuni en mars 2010 pour discuter et élaborer les principaux aspects. Le rapport a conclu que l'élaboration d'un tel plan était urgemment requise pour la population de baleines franches du sud du Chili-Pérou, tout comme pour les baleines franches du sud de l'Argentine, compte tenu des récents décès massifs. Le groupe a recommandé l'utilisation de fonds volontaires pour la tenue d'un atelier intersessionnel destiné à finaliser le cadre et évaluer la meilleure proposition de plan de gestion de la conservation.

### 8.3 Discussions et recommandations du Comité

Le concept de plans de gestion de la conservation a fait l'objet d'un large soutien, dans la mesure où il peut s'agir d'une démarche importante dans le développement de stratégies de conservation et l'Australie a été remerciée pour avoir pris l'initiative au sein du groupe.

L'Australie a confirmé soutenir l'utilisation des fonds qu'elle avait volontairement mis à disposition pour soutenir la tenue d'un atelier intersessionnel et que ce dernier pouvait avoir lieu en Argentine en septembre 2011.

La Belgique a présenté son document IWC/62/CC11rev1 : 'Les petits cétacés et la CBI : une contribution aux discussions sur l'avenir de la CBI'. La raison principale qui a motivé la présentation de ce document est le fait que les petits cétacés ne font pas partie des principales tâches de la Commission depuis 1993. Le document identifie les menaces directes et indirectes auxquelles les petits cétacés sont confrontés, décrit les possibilités d'aborder ces menaces et formule des recommandations en termes de travaux futurs sur les petits cétacés, les plus importantes étant : l'élargissement du mandat du Comité scientifique et l'accroissement de son efficacité ; la précision des termes de référence relatifs à l'utilisation des ressources du Fonds pour les Petits Cétacés ; l'établissement d'un sous-comité en charge des petits cétacés ; l'inclusion des petits cétacés dans l'élaboration des plans de gestion de la conservation ; et une collaboration accrue entre la CBI et d'autres MEA.

Les coauteurs :

- Espèrent que l'initiative permettra de rehausser le profil des petits cétacés au sein de la CBI et qu'elle contribuera de manière significative aux discussions sur la réforme de l'organisation ;
- Estiment important le potentiel de développement d'une stratégie de travail sur les petits cétacés, au travers de changements limités du cadre actuel ;
- Attendent avec intérêt de voir si la proposition de décision consensuelle du Président permettra à l'organisation d'aller de l'avant ;
- Se félicitent des opinions des membres sur le document IWC/62/CC11rev1. Dans la mesure où ce document est mis à jour constamment, une version révisée contiendra tous les commentaires supplémentaires et sera diffusée après la réunion de la Commission.

De nombreux pays ont remercié la Belgique pour son leadership dans la rédaction du document IWC/62/CC11rev1, y compris pour son appréciation des menaces et trois pays se sont dits favorables à la mise en place par le Comité de conservation d'un groupe de travail sur les petits cétacés.

Plusieurs pays ont convenu de la nécessité d'une coopération internationale pour améliorer le statut des petits cétacés. La Nouvelle Zélande a indiqué que bien que de nombreuses résolutions aient été adoptées sur les petits cétacés au cours des dernières années, leur effet pratique a été limité en raison des divergences sur la compétence de la CBI en matière de gestion des petits cétacés. Elle a également déclaré qu'il sera difficile de développer un mécanisme de conformité pour les petits cétacés, dans la mesure où nombre d'entre eux évoluent dans les eaux de pays non membres de la CBI.

Le Danemark ne voit pas d'objection à ce que les pays discutent des petits cétacés, et indiquent qu'un débat de fond sur la question ne pourra intervenir que si la proposition du Président est adoptée ; la position du Danemark est parfaitement connue.

## **9. RAPPORTS NATIONAUX SUR LA CONSERVATION DES CETACES**

Le Comité a examiné les rapports nationaux volontaires de l'Australie, des Etats-Unis, de Nouvelle Zélande, du Royaume Uni, du Brésil, de l'Argentine, du Chili et de la France.

## **10. QUESTIONS DIVERSES**

Les Etats-Unis ont indiqué que seuls 20 pays membres environ avaient participé à la réunion du Comité de conservation. Indépendamment de l'issue des discussions sur l'avenir de la Commission, les Etats-Unis espèrent que le Comité de conservation pourra coopérer plus efficacement à l'avenir aux initiatives de conservation.